Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA

Hors-série n° 12 | 2020

De la clôture à la fortification des monastères

Fortification et fonctions militaires des abbayes et chapitres dans l'Entre-Sambre-et-Meuse aux IX^e-XI^e siècles

Frédéric Chantinne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cem/17412>

DOI : 10.4000/cem.17412

ISSN : 1954-3093

Éditeur

Centre d'études médiévales Saint-Germain d'Auxerre

Référence électronique

Frédéric Chantinne, « Fortification et fonctions militaires des abbayes et chapitres dans l'Entre-Sambre-et-Meuse aux IX^e-XI^e siècles », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA* [En ligne], Hors-série n° 12 | 2020, mis en ligne le 27 novembre 2020, consulté le 03 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cem/17412> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cem.17412>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mars 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Fortification et fonctions militaires des abbayes et chapitres dans l'Entre-Sambre-et-Meuse aux IX^e-XI^e siècles

Frédéric Chantinne

- 1 La question de la mise en défense des sites monastiques et canoniaux n'est pas neuve, même si elle n'a suscité que peu d'études récentes¹. On le sait, en Lotharingie, ces institutions durent faire face à des épisodes de violence en particulier lors des invasions normandes, au IX^e siècle, ou hongroises au X^e siècle². Ces mises en défense étaient-elles seulement des réactions ponctuelles pour faire face à un épisode de crise ou ces sites étaient-ils fortifiés de manière plus permanente ? Le phénomène doit être replacé dans une chronologie régionale si l'on veut éclairer ses causes, les menaces extérieures ne devant pas servir d'explication *a priori*³. Contrairement à ce qui fut longtemps avancé⁴, l'origine des fortifications du Premier Moyen Âge⁵ ne peut être attribuée à ces seules invasions, d'autant que certaines leur sont antérieures⁶. On sait aujourd'hui que, même s'il est encore trop souvent considéré comme un épiphénomène apparu avec la déliquescence du pouvoir carolingien peu avant l'An Mil, le château⁷, résidence fortifiée d'un noble et de sa famille⁸, apparut en tant qu'organe du pouvoir dès le VIII^e siècle⁹. L'enceinte, la clôture, avec ses qualités défensives¹⁰, n'était-elle pas aussi une infrastructure nécessaire des abbayes ?¹¹ Dès lors, dans quelle mesure celles-ci ont-elle pu jouer un rôle militaire ?
- 2 En guise de préambule, nous commencerons par un petit détour hors du cadre géographique que nous nous sommes fixé. Dans une lettre datée d'avril 985, Gerbert d'Aurillac s'adressa en ces termes au roi Lothaire, au nom de l'archevêque de Reims, Adalbéron, à propos du monastère Saint-Paul de Verdun¹² :
- « Une lettre avec votre nom mais un sceau inconnu, d'une signature inconnue, et dont la seule certitude était le messenger qui la portait, nous a apporté une tristesse certaine. Elle ordonne, en effet, la destruction complète du mur qui entoure le

monastère Saint-Paul, comme s'il s'agissait d'une fortification ennemie, alors que nous y voyions un enclos plutôt qu'un quelconque camp fortifié »¹³

- 3 Cette lettre pose une question essentielle pour notre propos, celle du sens et de la fonction de l'enceinte monastique. Symbolique, de prime abord, elle n'en est pas moins efficace, au point que le roi puisse en souhaiter la destruction de peur qu'elle ne soit un avantage stratégique pour ses détracteurs.
- 4 Le cas du siège de Saint-Trond en 1086 montre bien cette potentielle efficacité poliorcétique d'une abbaye¹⁴. L'évêque de Liège, Henri de Verdun, et son armée échouèrent dans un premier temps face au *fortissimus monasterii murus* avant qu'ils ne parviennent à pénétrer par la ruse, mettant ensuite le siège à la turris de l'abbatiale, où s'étaient retranchés les derniers défenseurs¹⁵. Dans la perception qu'on en a aujourd'hui, monastère et fortification paraissent antithétiques. Comment pourrait-on concilier un lieu de recueillement, de prière, de paix, avec un site aménagé pour la défense¹⁶ et destiné au contrôle d'un espace par la force ?¹⁷ L'archéologie et la topographie révèlent pourtant de nombreux cas de cette réalité matérielle du Premier Moyen Âge¹⁸.
- 5 À l'instar des châteaux qui n'étaient pas que militaires¹⁹, les abbayes et chapitres n'étaient pas que des lieux de prière. Ils remplissaient diverses fonctions liées au pouvoir²⁰. De nombreux indices attestent leur rôle dans la gestion administrative territoriale²¹. Lieux de marché, s'y développaient diverses activités artisanales que l'archéologie met parfois au jour²². Leur dynamisme économique est attesté par la frappe de monnaies²³. On y exerce la justice. On y tient des plaids. Chaque communauté devait disposer d'une école, jouissant souvent d'un rayonnement intellectuel remarquable²⁴. Et enfin, chacune contribuait à l'organisation militaire et à la défense²⁵.
- 6 Sur le plan de Saint-Gall, un des quartiers de l'abbaye est dévolu à l'artisanat des armes. On y trouve entre autres un forgeron, mais aussi des meules et polissoirs pour les épées²⁶. La présence de fabricants d'armes n'est pas fortuite²⁷. Leurs ateliers sont attestés dans d'autres abbayes, soit pour fournir leur propre garnison en armes, soit, au vu de leurs qualités, pour servir de cadeaux diplomatiques²⁸. Le capitulaire de Boulogne de 811 interdit aux évêques, abbés ou abbesses de fournir ou de vendre des brogues²⁹ et épées à quiconque, sans l'autorisation de l'empereur, sauf à leurs propres vassaux³⁰. Ces armes étaient d'une telle qualité qu'elles donnaient un avantage stratégique capital aux armées carolingiennes, c'est pourquoi leur commerce au-delà des frontières était interdit et combattu³¹. *A priori*, tout ceci paraît fort peu compatible avec des pratiques monacales et pourtant...
- 7 Pour prendre la mesure du rôle militaire que purent jouer les sites monastiques et canoniaux, nous avons choisi de nous focaliser sur une région, celle de l'Entre-Sambre-et-Meuse³².

Fosses-la-ville

- 8 Il est traditionnellement admis que Fosses ne fut pas ceinturée d'une enceinte avant l'An Mil. La *Vita Notgeri*, rédigée vers 1140³³, attribue à ce dernier la construction d'une première enceinte et du castrum épiscopal³⁴. Un autre récit entérine l'idée que le site n'était pas défendu auparavant. Il s'agit d'un passage des *Miracula Foillani*, selon lequel *quia nondum locus fossis fuerat circumdatus*. C'est pourquoi lors du passage des Hongrois en 954-955³⁵, les clercs et les laïcs de Fosses auraient emporté les reliques de saint

Feuillen pour les mettre à l'abri dans l'oppidum de *Fraxinus* « Frêne » (Lustin), *super ripam Mosae*³⁶. Quelle confiance accorder à ce texte rédigé à la même époque que la *Vita Notgeri* ? Cette idée que Fosses n'était pas défendue ne fait-elle pas un peu partie de l'image stéréotypée de ces invasions et de leur impact ? (fig. 1).

Fig. 1 – Fosses-la-Ville avec le « *castrum* » (1) et l'« *oppidum* » (2), ainsi que les routes principales qui pouvaient exister

(Extraction Lidar, SPW (2015) NAVTEQ (2014) ; Infographie : F. Cornélusse, © SPW/Direction de l'archéologie)

- 9 Pourquoi aurait-on choisi cette butte, propice d'un point de vue poliorcétique, sinon pour un usage militaire ou du moins défensif dès l'implantation du site ?³⁷ Quoi qu'il en soit, si Feuillen et ses compagnons cherchaient un lieu reculé pour leur monastère, on ne peut pas dire que c'était un endroit idéal étant donné que le site devait déjà être un carrefour routier, un site d'importance détenu par les Pipinnides. En tant qu'abbaye royale, mentionnée dans le traité de Meerssen en 870³⁸, Fosses, résidence potentielle du souverain, n'était-elle pas déjà défendue ?
- 10 La suite de l'histoire de Fosses fait apparaître les dispositions défensives « notgériennes » avec toutes les réserves que nous évoquions et une certaine « dualité topographique »³⁹. Dans le *Triumphus Sancti Lambert de castro Bullonio*, la description de la prise et de l'incendie de l'agglomération en 1140, par Henri l'Aveugle, offre une première description discernant deux espaces. Fosses est alors désignée comme *oppidum*. Ses habitants, les *oppidani*, autrement dit les bourgeois, s'enfuyant des rues – *de stratis consurgentes* – se réfugièrent dans la *munitio*, abandonnant l'*oppidum* au sac et à l'incendie. Les flammes envahirent ensuite la collégiale, le cloître et les bâtiments canoniaux, mais aussi la *domus episcopalis*⁴⁰. *Munitio* désignerait donc la « ville haute » qui comprenait la collégiale, les bâtiments conventuels, les maisons canoniales et la résidence de l'évêque/abbé que d'autres ont appelé à Fosses, le *castrum* ?⁴¹ G. Despy mettait en doute que la « ville basse » eût déjà été fortifiée avant 1140, ce qui nous paraît troublant vu les termes d'*oppidum* ou d'*urbs*, employés dans ce texte pour la désigner⁴². Le lien entre ces *oppidani* et les bourgeois fait peu de doute. Or, en 1213 des « milices bourgeoises » fossoises participèrent à la bataille de Steppes⁴³. Leur organisation militaire est de ce fait une certitude, alors que les *oppidani* étaient toujours

sous la tutelle du chapitre⁴⁴. Ces *oppidani* ne se cantonnaient pas à la ville basse, ils avaient le droit d'employer l'avant-corps de la collégiale. C'est dans cette tour que se trouvait leur « bancloche » et elle leur servait de tour d'observation et de garde, autrement dit le Westbau leur servait également de beffroi⁴⁵.

Lobbès et le *castellum* de Thuin

- 11 Nous ne reviendrons pas sur les origines de l'abbaye bénédictine de Lobbès qui aurait été fondée vers 660 par saint Ursmer⁴⁶. Associée à Thuin, Lobbès contrôlait une partie du cours de la Sambre et sa traversée. Lobbès est mentionnée en tant qu'abbaye royale dans le traité de Meerssen en 870⁴⁷. En 889, l'évêque de Liège, Francon, qui cumulait aussi le titre d'abbé de Lobbès, obtint du roi Arnoul de Carinthie que l'abbaye soit rattachée à l'Église de Liège⁴⁸. Par la suite, Notger se fit octroyer plusieurs diplômes confirmant l'immunité et la *potestas publica* sur Lobbès et d'autres abbayes et comtés que les empereurs lui avaient remis⁴⁹ (fig. 2).

Fig. 2 – Lobbès et Thuin, dans la vallée de la Sambre, avec propositions de restitutions de leurs enceintes et du réseau routier. L'abbaye Saint-Pierre de Lobbès ; Saint-Ursmer de Lobbès ; Thuin et la collégiale Saint-Théodard ; Le bois du 'Grand Bon Dieu'

(Extraction Lidar, SPW (2015) NAVTEQ (2014) ; Infographie : F. Cornélusse, © SPW/Direction de l'archéologie)

- 12 Si la partie basse du site de Lobbès, où se trouvait l'abbatiale Saint-Pierre, était sans doute moins défendable, la partie haute, où se situait Sainte-Marie et Saint-Ursmer était potentiellement plus défensive par sa position. Complétée par un dispositif de palissades et de chariots, elle tint tête aux Hongrois en 954⁵⁰. À la fin de la décennie suivante, Rathier de Vérone transforma le *claustrum* de l'abbaye lobbaine à l'image d'un *castellum*⁵¹. Souvent envisagé comme la mise en défense du cloître, rien ne dit qu'il ne pourrait pas s'agir du renforcement des enclôîtres⁵².
- 13 Thuin apparaît dans le domaine de Lobbès dans la seconde moitié du IX^e siècle en tant que *castrum* servant à la protection des reliques de l'abbaye lors des invasions

normandes vers 880-882⁵³. Ce n'était certainement pas un simple refuge et selon nous peu d'arguments archéologiques plaident en faveur de l'idée que la fortification carolingienne se trouvait au lieu-dit du Grand Bon Dieu, à moins d'un kilomètre au sud de Thuin⁵⁴. La numismatique donne une mesure de l'importance qu'avait alors le site, puisqu'on y frappa des deniers sous le règne d'Arnould de Carinthie⁵⁵. Le polyptique de 889 décrit les biens *in castello Tudinio*, affecté au temporel de l'hôpital lobbain⁵⁶. Le site castral de Thuin comprenait au moins une église communautaire, la collégiale Sainte-Marie et Saint-Théodard. Divers éléments attestent son existence au ^x^e siècle. Les substructions de la nef furent dégagées en 1997 et une phase fut datée de cette époque⁵⁷. Cette église remplissait par ailleurs des fonctions paroissiales⁵⁸, Thuin était d'ailleurs chef-lieu de doyenné⁵⁹. De cette collégiale, on conserve l'avant-corps qui ne fut pas détruit en 1811 comme le reste de l'édifice, car il servait également de beffroi à la ville⁶⁰. Cet édifice est le seul élément constitutif du *castellum* abordé par l'archéologie, mais non des moindres (fig. 3).

Fig. 3 – Thuin, son beffroi et Lobbes à l'arrière-plan

(Photo G. Focant © SPW/Département du Patrimoine)

- 14 Le rôle militaire du site ne fait aucun doute. Régnier III, se méfiant de la *militia Leodiensa*, lui en empêcha l'accès et aurait détruit la fortification, ce qui obligea cette troupe à mettre Saint-Ursmer en défense face aux Hongrois en 954, avec l'efficacité que l'on sait⁶¹. Est-ce en tant qu'avoué que Régnier occupait alors le site ? Thuin passe pour l'une des fortifications établies par Notger : *Tuinum castrum fecit et communivit*. Pourtant, comme nous venons de l'évoquer, il s'agissait plutôt de remettre en état « la fortification du château »⁶². Par la suite, l'apparition d'un topo-lignage de Thuin, un siècle plus tard, atteste la résidence d'une famille noble⁶³ dans laquelle devait donc s'insérer une collégiale, dépendante de l'abbaye lobbaine et de l'évêque de Liège.

Dinant

- ¹⁵ Nous terminerons la liste des quelques abbayes royales de l'Entre-Sambre-et-Meuse avec Sainte-Marie de Dinant⁶⁴. Implanté sur les bords de la Meuse, le site occupé depuis l'Antiquité contrôlait non seulement le fleuve, mais aussi sa traversée. C'était même un carrefour routier d'importance, avec entre autres une chaussée venant de Bavay, se dirigeant ensuite vers Trèves⁶⁵ ou Cologne, Huy⁶⁶, etc. L'abbaye devint chapitre sans doute au x^e siècle en tombant dans l'escarcelle de l'Église de Liège. Elle apparaît alors à la tête d'un territoire qui faisait l'objet d'une immunité⁶⁷. Il n'est pas évident de cerner le rôle de l'abbaye à l'époque dans le contrôle économique et militaire du territoire associé. Ce contrôle apparaît cependant entre autres au travers de l'usage, de l'entretien et parfois de la reconstruction du pont évoqué pour la première fois en 824⁶⁸. On ne connaît malheureusement pas son emplacement à cette date, ni auparavant. Le pont attesté au xi^e siècle se trouvait, tout comme aujourd'hui, face à la collégiale⁶⁹. Sur la rive opposée, les observations récentes semblent corroborer cette datation tardive : le quartier formant la tête de pont autour de l'église Saint-Médard semble se développer seulement autour des x^e-xi^e siècles⁷⁰. Sur le territoire dinantais, plusieurs châteaux contrôlaient les routes, deux à Bouvignes⁷¹ et un autre sur les hauteurs de Dinant⁷². Ce dernier fit place au xix^e siècle à une forteresse oblitérant tout vestige antérieur. Aucun de ces châteaux n'est daté. La situation est d'autant plus complexe que l'évêque de Liège et le comte de Namur se disputèrent l'autorité de Dinant à travers les xi^e-xii^e siècles, jusqu'au traité de Dinant en 1199⁷³ (fig. 4).

Fig. 4 – Collégiale (1) et château de Dinant (2) ; Leffe (3) ; château de Bouvignes (3) et de Crèvecoeur (5), dans la vallée de la Meuse, avec propositions de restitutions des routes principales au haut Moyen Âge et de la traversée de la Meuse entre Leffe et Bouvignes

(Extraction Lidar, SPW (2015) NAVTEQ (2014) ; Infographie : F. Cornélusse, © SPW/Direction de l'archéologie)

- 16 Dès le VIII^e siècle, Dinant fut défendue par un *castrum*⁷⁴. Trois siècles plus tard, en 1070, un diplôme d'Henri IV concède à l'évêque de Liège non seulement le *castrum*, désignant alors le château, mais aussi un *pars muri*⁷⁵. Ce *mur* semble alors désigner l'enceinte de l'agglomération⁷⁶. Malheureusement, à l'heure actuelle, les données archéologiques restent peu disertes à son sujet.
- 17 Sainte-Marie de Dinant n'était pas la seule communauté religieuse. On ne sait rien des origines du chapitre de Leffe, détenu par le comte de Namur, qui devint à son initiative une dépendance de l'abbaye prémontrée de Floreffe, en 1152⁷⁷. L'existence de cette institution mentionnée dans le suburbium de Dinant paraît anecdotique si l'on ne prête attention à sa position. L'abbaye était inévitable si l'on voulait emprunter la vallée là où l'on peut encore observer le « Cherreau Charlemagne », route entaillée dans le rocher et réputée antique⁷⁸ et le « charreau de Leffe », faisant face à une route similaire remontant la vallée depuis Bouvignes.

Brogne

- 18 Le monastère de Brogne, fondé en 919 par saint Gérard, bien connu pour son rôle de « réformateur » au milieu du X^e siècle, ne fut pas non plus implanté sur un site inoccupé. Il s'y trouvait déjà au moins une église⁷⁹, certainement l'une des composantes d'un complexe au centre d'un domaine ancien détenu par la famille de Gérard⁸⁰. L'aspect topographique de Brogne a été peu considéré jusqu'à présent. Dans le paysage

ondulé du Condroz namurois, l'abbaye fut implantée sur une butte au confluent de deux ruisseaux formant un éperon. Ce site était un point de passage obligé de la route déjà mentionnée à deux reprises de Dinant-Fosses, qui en croisait une autre, qu'emprunta Gérard en ramenant les reliques de saint Eugène qui allait de Couvin⁸¹ à Namur en direction de Tongres. Ces deux routes, dont l'existence à la fin de l'Antiquité est plus que plausible, permettent de reposer la question des origines du site⁸² (fig. 5).

Fig. 5 – Brogne, avec les hypothèses de restitution d'enceintes et du réseau routier

(Extraction Lidar, SPW (2015) NAVTEQ (2014) ; Infographie : F. Cornélusse, © SPW/Direction de l'archéologie)

- 19 Les traces les plus anciennes retrouvées dans le parc à l'est de l'église paroissiale actuelle sont celles d'un fossé nord-sud creusé dans le schiste d'une largeur de 2,50 à 4 m. Celui-ci pourrait être antérieur à l'implantation de l'abbaye⁸³. Vu ses dimensions, sa fonction était sans doute plus que symbolique, d'autant qu'il se situait dans la pente, perpendiculairement à elle, et pourrait avoir formé une défense en ceinturant la partie sommitale d'un petit éperon bien perceptible dans le relief. Un second le remplace, à une dizaine de mètres plus à l'est. Celui-ci ne sera comblé qu'au ^{xv}^e siècle⁸⁴. S'agissait-il d'une partie des *claustra*⁸⁵ du monastère déjà mentionnée dans le *Sermo de adventu sancti Eugenii martyris* ?⁸⁶
- 20 Les *Virtutes* relatent que les *fratres* de Brogne refusèrent de céder leurs *domus* à l'armée du comte Boson⁸⁷, le frère du roi Raoul de Bourgogne⁸⁸. L'épisode aurait eu lieu vers 928, soit moins de dix ans après la fondation. Comment les moines avaient-ils la possibilité de s'opposer à l'entrée d'une armée ? Boson cherchait-il en toute légitimité un endroit pour stationner son armée, en un lieu dont c'eut été la fonction initiale ?⁸⁹ Cette question paraît d'autant plus épineuse quand on pense au passage du diplôme de Charles le Simple, considéré comme une interpolation par D. Misonne, qui interdit à quiconque de se faire héberger en la villa de Brogne, ou ses dépendances, et de faire nourrir ses chevaux sans la permission de l'abbaye⁹⁰.

Floreffe

- 21 On ne sait pas de quand date l'installation du centre domanial de Floreffe. Quelques vestiges gallo-romains y auraient été découverts⁹¹. La *villa de Florechia* était déjà une résidence aristocratique importante au VIII^e siècle. Un certain Odoacre, *princeps*, y résidait déjà⁹². Le site réapparaît dans la documentation textuelle en 1121. Le comte Godefroid de Namur et sa femme Ermesinde demandèrent à saint Norbert, alors de passage dans la région, d'établir une abbaye dans l'une de leurs terres. Norbert accepta, après que le couple l'eut conduit dans la vallée de la Sambre pour lui montrer leur « château » de Floreffe d'après V. Barbier⁹³. L'acte de fondation de l'abbaye fut signé le 27 novembre 1121, par le couple comtal, avec le consentement de leurs enfants⁹⁴ (fig. 6).

Fig. 6 – Floreffe, hypothèses de restitution de l'enceinte et du réseau routier

(Extraction Lidar, SPW (2015) NAVTEQ (2014) ; Infographie : F. Cornélusse, © SPW/Direction de l'archéologie)

- 22 Implanté sur un éperon formé au confluent de la Sambre et du Wéry, le caractère fortifié de Floreffe ne fait aucun doute. Le site contrôlait diverses routes, dont une qui venait de Fosses et, outre la vallée Sambre, sa traversée vers Soye, mais aussi Jodion et Floriffoux⁹⁵. Le comte de Namur s'en servit à des fins militaires, même après la fondation de l'abbaye de Prémontrés. Il s'agissait même d'un des sites majeurs du comté. En 1189, Baudouin V de Hainaut l'assiégea sept semaines avant de pouvoir s'en emparer⁹⁶. L'abbaye et ses tours sont qualifiées par Gislebert de Mons de *fortissimum monasterium*. Henri avait pris soin de la fortifier ou plutôt d'en améliorer les fortifications.

De militia abbatiae

- 23 Si la valeur militaire des sites abbatiaux et canoniaux que nous venons d'évoquer apparaît sans conteste, nous avons vu que la population locale pouvait participer à leur défense comme à Fosses-la-Ville ou à Lobbes et Thuin. Dans de nombreux cas, on peut constater que des familles de la petite et moyenne aristocratie prospèrent à l'ombre de

ces abbayes et chapitres. S'il faut souvent attendre le courant du XI^e siècle pour les voir apparaître dans les sources écrites, il semble néanmoins logique d'associer la naissance de ces *militiae* locales à la mise en place des fortifications durant les siècles précédents⁹⁷.

- 24 Des familles de *milites* pouvaient aussi disposer d'une résidence dans le bourg et/ou dans la campagne environnante. Dans le cas explicite du château de Logne, dépendance de l'abbaye de Stavelot, une liste de la fin du XI^e siècle, liée au service de garde, montre une répartition des tâches de garde par paroisse et assignation des revenus sur une paroisse plutôt qu'une rémunération par des terres⁹⁸.
- 25 À Nivelles, le premier *miles* apparaît dès le début du X^e siècle⁹⁹. Le diplôme d'Henri IV de 1059 évoque les *milites* au service de l'abbesse et de la congrégation¹⁰⁰. Ils pourraient être assimilés aux « seigneurs »¹⁰¹ détenant certaines terres, au nom de l'abbesse et de la congrégation. Il est, la plupart du temps, impossible de les quantifier. Citons le cas exceptionnel de Saint-Riquier, où vivaient dans un quartier – un *vicus* – cent dix *milites*, alors que le bourg abbatial comptait environ 2 500 habitants au total¹⁰². Comme l'a fait remarquer L. Bourgeois, ces milices « demanderaient des analyses prosopographiques plus fines, qui illustreraient sans doute l'importance des liens familiaux entre *milites* et religieux »¹⁰³.
- 26 Le rôle militaire des abbayes et des chapitres ne s'arrêtait pas à une simple défense. Leurs domaines étant situés le long des routes empruntées par les armées, ils participaient aussi au ravitaillement des troupes¹⁰⁴. Cette fonction n'est pas sans rappeler l'épisode relaté par les *Virtutes sancti Eugenii* durant lequel les moines de Brogne refusèrent de céder leurs *domus* à l'armée du comte Boson¹⁰⁵. Les abbayes fournissaient des troupes armées et leur immunité ne dispensait pas les hommes libres résidant sur leurs terres du service militaire¹⁰⁶. Ainsi, des capitulaires du début du IX^e siècle énumèrent comme catégories mobilisées pour l'ost non seulement les vassaux royaux, les vassaux des évêques, mais aussi des abbés, des abbesses et des comtes¹⁰⁷. L'*indiculus loricorum* par lequel Otton II ordonna l'envoi de troupes en Italie indique le nombre de cavaliers lourds que doivent expédier les comtes, les évêques et les abbés et, de plus, distingue ceux qui doivent les envoyer de ceux qui les conduisent¹⁰⁸.

Conclusion et perspectives de recherches

- 27 Rappelons-le, dans ce monde antérieur à la Réforme grégorienne, bénéficiant de l'héritage de l'Antiquité, Église et État n'étaient pas distincts¹⁰⁹. Les institutions religieuses étaient aussi des lieux de pouvoir gérés par l'aristocratie, voire le souverain lui-même ou des membres de sa famille. Depuis une trentaine d'années et divers travaux, entre autres ceux de Thomas Zotz en Allemagne¹¹⁰, sur les *Königpfalzen*, puis ceux d'Annie Renoux en France sur les palais carolingiens, on peut identifier, grâce à ses composantes, la fameuse trilogie carolingienne : *aula*, *camera*, *capella*¹¹¹. Gehrard Streich avait montré le lien étroit entre château et église dans son ouvrage intitulé *Burg und Kirche*¹¹². La castellologie a, elle aussi, évolué dans le sens d'une plus large perception des fonctions remplies par ces « *Zentraleorte* »¹¹³, en particulier d'un point de vue religieux.

« Dans la plupart des cas de figure, la fonction économique-sociale des châteaux, leur rôle dans l'organisation territoriale et le peuplement apparaissent désormais comme des pistes incontournables de la recherche. Dans ce contexte, l'aspect

militaire n'est plus qu'un des éléments dans l'éventail des fonctions castrales que l'on s'efforce de déterminer »¹¹⁴.

- 28 Les premiers châteaux de rang comtal ou supérieur, implantés dès le IX^e siècle, ne peuvent plus être considérés comme la matérialisation d'un pouvoir usurpé par un seigneur au détriment de l'autorité royale, mais au contraire comme des lieux de pouvoir légitimes¹¹⁵, reprenant les fonctions publiques du palais, au sens carolingien du terme, en des lieux choisis pour leur qualité stratégique et poliorcétique. Le pouvoir s'exerce certes au départ du château, non pas comme organe d'oppression¹¹⁶ et de prédation en échange d'une soi-disant protection, mais plutôt comme un outil de gestion d'un espace et de contrôle à l'intérieur d'un système territorial organisé¹¹⁷.
- 29 La place de l'église dans ces châteaux atteste de la légitimité de leurs détenteurs. Dans aucun cas antérieur à la fin du XI^e siècle, l'archéologie n'a révélé de « chapelle » au sens où nous l'entendons de petit oratoire privé, mais seulement des églises, souvent connues pour avoir hébergé une communauté, avec toute la capacité non seulement religieuse, mais aussi administrative que cela pouvait leur conférer¹¹⁸. Ce que Brigitte Meijns a constaté pour la Flandre, tant royale qu'impériale, est certainement applicable en Francie occidentale comme en Lotharingie : les principaux centres du pouvoir comtal disposaient d'une collégiale¹¹⁹. Toutes semblent remonter à une première vague de fondation qu'elle situe entre la seconde moitié du IX^e et la première moitié du X^e siècle. Elles étaient toujours implantées, soit dans les centres d'anciens pagi, soit en des endroits stratégiquement importants, en association avec une agglomération¹²⁰. Dans tous ces cas, l'église faisait partie intégrante de la fortification comtale, avec une subdivision perceptible en plusieurs sites, de l'espace réservé à la communauté¹²¹.
- 30 Au-delà du dépassement de l'oxymore d'« abbaye militaire », ressort de tout ceci avant tout une société du Premier Moyen Âge bien moins cloisonnée que ce que l'historiographie dépeint en général. L'archéologie offre cette image décloisonnée où profanes et religieux cohabitent et vivent dans une même perspective, l'Église faisant partie intégrante d'un modèle social¹²². Le pôle religieux était indispensable dans les lieux de pouvoir avant la réforme grégorienne.
- 31 Pour revenir à la question de départ, en aucun cas l'origine de ces fortifications ne peut être attribuée aux seules invasions normandes, hongroises ou à un quelconque épisode du genre. Ces sites furent pensés pour être défendables et défendus tant avant que pendant ou après ces épisodes. Les sites d'implantation des institutions religieuses dirigées et gérées par des membres de la haute aristocratie leur servaient aussi de résidence fortifiée plus ou moins permanente. De ce fait, au risque de donner l'impression d'un imbroglio, nous poserons une dernière question. Ces sites de centralité du pouvoir des IX^e-XI^e siècles étaient-ils des abbayes, des chapitres, des palais ou des châteaux ? À nos yeux, l'archéologie montre progressivement combien ces étiquettes collées par l'historiographie sont artificielles et reflètent le cloisonnement que le second Moyen Âge, et surtout l'Église post-grégorienne, ont imposé.

NOTES

1. L'une des plus récentes est celle de L. BOURGEOIS, *La mise en défense des établissements religieux à l'époque carolingienne : les exemples de Saint-Hilaire de Poitiers (Vienne) et de Saint-Maixent (Deux-Sèvres)*, in M. LAUWERS (dir.), *Monastères et espace social. Genèse et transformation d'un système de lieux dans l'Occident médiéval*, Turnhout, 2014, p. 473-502 (Coll. d'Études médiévales de Nice, 15).
2. À propos de ces deux épisodes, pour l'espace belge voir : A. D'HAENENS, *Les invasions normandes en Belgique au IX^e siècle : le phénomène et sa répercussion dans l'historiographie médiévale*, Louvain, 1967 ; *Id.*, « Les invasions hongroises dans l'espace belge (954-955) : histoire ou historiographie ? », in *Cahiers de Civilisation médiévale*, IV (1961), p. 423-440.
3. L. BOURGEOIS, *La mise en défense...*, *op. cit.*, p. 474.
4. Ce sentiment de fièvre obsidionale est par exemple exprimé dans : C. GAIER, *Art et organisation militaires dans la principauté de Liège et dans le comté de Looz au Moyen Âge*, Gembloux, 1967, p. 40 (Académie royale de Belgique. Classe des lettres. Mémoires. Coll in-8, 59/3).
5. Plutôt que haut Moyen Âge, nous opterons de préférence dans le présent article pour cette périodisation basée sur un ensemble de faits matériels et qui intègre la fourchette chronologique que nous nous sommes fixée. Voir sur ce découpage : J. BURNOUF, *Archéologie médiévale en France : le second Moyen Âge (XII^e-XV^e siècle)*, Paris, 2008, p. 8-11.
6. M. DE WAHA, « *Oppida quaedam ipsorum novitia* : des fortifications lotharingiennes », in M. GAILLARD, M. MARGUE, A. DIERKENS, H. PETTIAU (éd.), *De la mer du Nord à la Méditerranée : Francia Media, une région au cœur de l'Europe*, Luxembourg, 2011, p. 232 (Publications du CLUDEM, 25).
7. Le terme et son usage à cette époque posent bien des difficultés. Luc Bourgeois s'oppose au fait que certains n'envisagent pas le château avant le X^e siècle et préfèrent utiliser la terminologie de « résidences des élites » et de « fortifications », donc des réalités archéologiques, dans certains cas, fort différentes des châteaux. L. BOURGEOIS, « Les résidences des élites et les fortifications du haut Moyen Âge en France et en Belgique dans leur cadre européen : aperçu historiographique (1955-2005) », in *Cahiers de civilisation médiévale*, 49 (2006), p. 113-142. Auparavant, Annie Renoux avait regroupé plusieurs résidences aristocratiques laïques et ecclésiastiques sous l'appellation de « palais », en dehors du caractère fortifié. A. RENOUX (dir.), *Palais royaux et princiers au Moyen Âge, Actes du colloque international, Le Mans, 6-8 octobre 1994*, Le Mans, 1996.
8. Pour cette définition cf. : M. BUR, *Le château*, Turnhout, 1999, p. 23 (*Typologie des sources du Moyen Âge occidental*, fasc. 49).
9. Citons par exemple le cas remarquable de Chèvremont, détruit par l'évêque Notger en 987 et déjà mentionné en tant que *novum castellum* en 779 : U. BERLIÈRE, *Monasticon belge*, II. *Province de Liège*, 1, Maredsous, p. 137. Voir à propos de ce site : F. CHANTINNE, P. MIGNOT, « L'émergence du château dans le sud du diocèse de Liège : esquisse d'une confrontation entre données textuelles et archéologiques », in *Château Gaillard. Études de castellologie médiévale*, n° 25, 2012, p. 75-88. Chèvremont apparaît comme l'une des abbayes entre les mains du duc Gislebert de Lotharingie dans les années 930. Voir M. MARGUE, *Autorité publique et conscience dynastique : études sur les représentations du pouvoir princier entre Meuse et Moselle : les origines du comte de Luxembourg (X^e-début XII^e siècles)*. Vol. I, Bruxelles, 1999, p. 82 (thèse de doctorat inédite).
10. La « capacité de mise en défense » ou « potentiel défensif » est une notion qui permet de ne plus prendre en compte les seuls bâtiments délibérément érigés dans un but de « fortification », mais aussi toute structure qui, aménagée ou non, peut servir à la défense. M. W. THOMPSON, « The military interpretation of castles », in *Archaeological Journal*, 151 (1994), p. 439-445 ; R. LIDDIARD, « Landscapes of lordship », in *Norman castles and the countryside in Medieval Norfolk, 1066-1200*, Oxford, 2000, p. 3 et n. 27 ; G. HALSHALL, *Warfare and society in the Barbarian West, 450-900*, Londres,

Warfare and History, 2003, p. 215, notions et références développées par M. DE WAHA, « *Oppida quaedam...* », *op. cit.*, p. 208.

11. Le lien possible entre « encoûtres » et enceinte fortifiée est entre autres évoqué par C. GAIER, *Art et organisation militaires*, *op. cit.*, p. 43. Rappelons que le terme « *claustrum* » pouvait désigner une enceinte. Voir J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis Lexicon Minus*, Leide, 1976, p. 188 ; ainsi que M. GAILLARD, « *Monasterium, cella, abbatia...* : enquête sur les différents termes désignant les communautés religieuses au haut Moyen Âge (v^e-milieu IX^e siècle) et leur signification », in *Bulletin du Centre d'Études médiévales d'Auxerre*, p. 22-23 | BUCEMA, Hors-série n° 10 | 2016. En ligne, URL : <http://cem.revues.org/14474> ; DOI : 10.4000/cem.14474

12. Voir à ce sujet : N. GAUTIER, *Topographie chrétienne des cités de la Gaule, des origines au milieu du VIII^e siècle*, I, *Province ecclésiastique de Trèves (Belgica Prima)*, Paris, 1986, p. 65 ainsi que F. PRÉVOT, M. GAILLARD, N. GAUTIER (éd.), *Topographie chrétienne...*, *op. cit.*, XVI, *Quarante ans d'enquête*, 1972-2012, Paris, 2014, p. 313.

13. « *Epistola vestri nominis, impressione ignota, signis incognitis, tantummodo per certum nuntium perlata, certum nobis merorem pertulit. Jubet enim ambitum monasterii sancti Pauli penitus avelli quasi hostilis munitionis, cum nos potius intelligamus esse atrium quam alicujus munitionis castrum* ».

14. C. GAIER, *Art et organisation militaires dans la principauté de Liège et dans le comté de Loos au Moyen Âge*, Gembloux, 1967, p. 43-44.

15. *Praterea turris monasterii firmissa quasi arx excelsa in medio oppidi, instar montis, eminebat, qualem non deceret tunc temporis habere monasterium, sed civitatem bellicosissimam aut castellum regium*. Le texte décrit l'*oppidum* avec son grand fossé, ses portes et ce qui ressemble à des hourds couronnant la muraille. RODULFUS TRUDONENSIS, *Gesta Abbatum Trudonensium*, III, éd. P. TOMBEUR (*Corpus christianorum. Continuatio mediaevalis*, 257). Narrative Sources R 113, Turnhout, 2013, p. 35.

16. De *de-fendo*, pousser, « attaquer » à partir de : voir F. GAFFIOT, *Dictionnaire Latin-Français*, Paris, 1934, p. 480.

17. Le caractère oppressant du château fait partie de ces images d'Épinal. Pourtant, dénonçant une montée de la violence et des tentatives d'oppression des plus faibles, les autorités carolingiennes ne les lient jamais à la construction ou à l'utilisation de fortifications par les aristocrates. « *Oppida quaedam...* », *op. cit.*, p. 233.

18. Par exemple, Luc Bourgeois recense entre cinq et neuf communautés monastiques ou canoniales du Poitou protégées par un *castrum*, pour des institutions protégées par les souverains carolingiens. L. BOURGEOIS, « La mise en défense... », *op. cit.*, p. 477.

19. J. DE MEULEMEESTER, P. MIGNOT, « Châteaux et guerres au Moyen Âge : quelques exemples issus des fouilles », in V. DEJARDIN, J. MAQUET (dir.), *Le patrimoine militaire de Wallonie*, Namur, 2007, p. 33-38.

20. Voir à propos des centres de pouvoirs et l'association du pôle politique au pôle religieux : M. MARGUE, « Face à l'évêque, le comte : politique ottonienne et pouvoir comtal en Lotharingie à l'époque de Notger », in A. WILKIN, J.-L. KUPPER (éd.), *Évêque et prince : Notger et la Basse-Lotharingie aux alentours de l'an Mil*, Liège, 2013, p. 265-269.

21. J. Dhondt avait déjà eu l'intuition de ces fonctions administratives. J. DHONT, « Développement urbain et initiative comtale en Flandres au XI^e siècle », in *Revue du Nord*, 30 (1948), p. 133-156. Il considérait les chapitres comme des « bureaux, des centres d'administration comtale » et les chanoines comme des « fonctionnaires comtaux ». *Ibid.*, p. 154. Comme le fait remarquer Brigitte Meijns, le fait qu'ils étaient « implantés dans des centres administratifs et financiers importants, où les recettes comtales étaient rassemblées et tenues, ne peut guère être le fruit du hasard » : B. MEIJNS, « Les collégiales... », *op. cit.*, p. 26. Ne pourrait-on dès lors franchir ce pas à propos des abbayes, qu'elles soient royales, épiscopales ou comtales ?

22. Divers articles dans les actes des 3^{èmes} journées d'études monastiques qui s'étaient déroulées à Vézelay, du 27-28 juin 2013, en donnent un large aperçu : *Au seuil du cloître : la présence des laïcs*

- (hôtelleries, bâtiments d'accueil, activités artisanales et de services) entre le ^v^e et le ^{xiii}^e siècle, in BUCEMA, Hors-série n° 8 | 2015. Sur les retombées économiques de la présence de reliques, voir à titre d'exemple parlant : H. NOIZET, « La fabrique urbaine de Tours : une analyse dialectique entre sociétés et espaces urbains (IX^e-XIII^e siècles) », in C. DELIGNE, C. BILLEN (dir.), *Voisinage, coexistence, appropriations : groupes sociaux et territoires urbains (Moyen Âge-XV^e siècle)*, Turnhout, 2007, p. 19-37.
23. Sous Charles le Chauve, citons pour l'espace qui nous occupe Namur, Dinant, Gembloux, Couvin : H. FRÈRE, *Le Denier carolingien, spécialement en Belgique*, Louvain-la-Neuve, 1977 ; sans oublier Thuin. H. FRÈRE, « Le denier carolingien (2^e complément) », in *Revue de numismatique et de sigillographie*, CXLIII (1997), p. 103-104.
24. B. MEIJNS, « Les collégiales... », *op. cit.*, p. 26 ; Citons pour l'espace de l'Entre-Sambre-et-Meuse les écoles de Brogne, de Lobbes ou de Fosses.
25. Pour ne prendre qu'un exemple, Lobbes prélevait une taxe d'ost ou de remplacement du service militaire. J.-P. DEVROEY, *Le Polyptyque et les listes de biens de l'abbaye Saint-Pierre de Lobbes (IX^e-XI^e siècles). Édition critique*, Bruxelles, 1986, p. CIX-CXI. L'abbaye participait aussi à la gestion de la défense, en particulier du *castellum* de Thuin. M. DE WAHA, « Ruraux, abbaye, évêque : les acteurs de la fortification de Thuin », in A. DIERKENS, N. SCHROEDER, A. WILKIN, *Penser la paysannerie médiévale, un défi impossible*, Paris, 2017, p. 400 et plus largement 399-402 sur les charges militaires abbatiales.
26. *Haec sub se teneat fratrum qui tegmina curat / domus et officina camerarii / emundatores vel politores gladiatorum / sutores / sellarii / scutarii / coriarii / tornatores / aurifices / fabri ferramentorum / fullones / eorundem mansiunculae*. Voir le plan accessible en ligne : <http://www.stgallplan.org/>. Il est décrit dans C. HEITZ, *L'architecture religieuse carolingienne : les formes et leurs fonctions*, Paris, 1980, p. 260.
27. Sur la place du forgeron au sein de l'abbaye, personnage hors du commun, détenteur de plusieurs savoir-faire sinon de secrets mais aussi d'une force physique exceptionnelle, et des enjeux que son art implique vis-à-vis du pouvoir et de l'autorité : P. MIGNOT, « Métiers d'artisan dans les abbayes ardennaises de Saint-Hubert et Stavelot-Malmedy (VII^e-XII^e siècle) », in *Bulletin du Centre d'Études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*, Hors-série n° 8 | 2015. En ligne, URL : <http://cem.revues.org/13589> ; DOI : 10.4000/cem.13589.
28. F. SCHWIND, « Zu karolingerzeitlichen Klöstern als Wirtschaftsorganismen und Stätten handwerklicher Tätigkeit », in L. FENSKE, W. RÖSENER, Th. ZOTZ, *Institutionen, Kultur und Gesellschaft im Mittelalter, Festschrift für Josef Fleckenstein zu seinem 65. Geburtstag*, Sigmaringen, 1984, p. 110-115.
29. Veste en cuir sur laquelle étaient cousues de petites plaques de métal disposées en écailles de poisson. F.-L. GANSHOF, « L'armée sous les Carolingiens », in *Ordinamenti militari in Occidente nell'alto medioevo*, t. I, Spolète, 1968, p. 123 (*Settimani di studio del Centro italiano di studi sull'alto medioevo*, 15/1).
30. *Constitutum est, ut nullus episcopus aut abbas aut abbatissa vel quislibet rector aut custos aecclesiae bruniam vel gladium sine nostro permissu cuilibet homini extraneo aut dare aut venundare praesumat, nisi tantum vassallis suis*. Extrait du *Capitulare Bononiense*, éd. A. BORETIUS, M.G.H., *Capitularia Regum Francorum*, Hanovre, 1883, p. 167 (n° 74, § 10).
31. F.-L. GANSHOF, « L'armée sous les Carolingiens... », *op. cit.*, p. 124-125.
32. L'étude de cette région bénéficie du travail d'A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres entre Sambre et Meuse (VII^e-XI^e siècles) : contribution à l'histoire religieuse des campagnes du Haut Moyen Âge*, Sigmaringen, 1985, p. 197-259 (*Beihefte der Francia*, 14) ; Nous renvoyons le lecteur à cet ouvrage pour les circonstances, les modalités de fondation ou l'évolution au haut Moyen Âge des sites évoqués.
33. C'est-à-dire un siècle et demi après les faits, sans compter que la préoccupation principale de l'auteur était de faire de Notger un saint, voir J.-L. KUPPER, « Note sur une 'vie de l'évêque de Liège Notger' », in S. GOUGUENHEIM, M. GOULLET et al., *Retour aux sources. Textes, études et documents d'histoire médiévale offerts à Michel Parisse*, Paris, 2004, p. 915.

34. *Vita Notgeri episcopi Leodiensis*, G. KURTH (éd.), *Notger*, t. II, Liège, 1905, p. 12 : « *Notgerus extra civitatem Fossensem ecclesiam condidit et muro eidem ecclesiae circumdato et turribus in defensionem muri constitutis, intus religione et foris eam communivit valida castris complexione* ». A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 82 et G. DESPY, « Tonlieu et marché à Fosses-la-Ville du X^e au XIII^e s. », in *Acta Historica Bruxellensia*, vol. III, Bruxelles, 1974, p. 91-95. Globalement pour ses recherches archéologiques et leur mise en contexte, voir : J. MERTENS, « Recherches archéologiques dans la collégiale de Saint-Feuillien », in *Bulletin de la Commission Royale des Monuments et Sites*, IV (1953), p. 135-184.
35. Sur ce passage des Hongrois à cette date, voir A. D'HAENENS, « Les invasions hongroises... », p. 423-424.
36. Sur cet épisode, voir J. LECOMTE, *Introduction à l'histoire de Fosses-la-Ville*, vol. I : *Des origines à l'an Mil*, Bouge, 1995, p. 226 ou A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 83. À propos de l'oppidum de Frênes, voir F. JACQUES, « Profondeville, villa à l'extrémité du domaine », in *Études sur l'histoire du pays mosan au Moyen Âge. Mélanges Félix Rousseau*, Bruxelles, 1958, p. 380. On sait peu de choses de Lustin, qui est mentionné en tant que « *procinctus* » lors des tractations entre l'évêque de Liège Théoduin et le comte de Namur, Albert II dans leur « *conventio* » de 1064 : *Diplomata Belgica* (<http://www.diplomata-belgica.be>, dorénavant DiBe ; DiBe ID 4354), puis le diplôme d'Henri IV qui entérine leur accord en 1070 parle de « *comitatus* » (DiBe ID 1131). Voir J.-L. KUPPER, « Une 'conventio' inédite entre l'évêque de Liège Théoduin et le comte de Namur Albert II de Namur (1056-1064) », in *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, 145 (1979), p. 18-20.
37. La résidence de Pépin de Landen n'était-elle pas déjà défendue ou défendable ?
38. *Annales de Saint Bertin*, éd. F. GRAT, J. VIELLIARD, S. CLÉMENCET, Paris, 1964, p. 174.
39. G. DESPY, « Tonlieu et marché... », op. cit., p. 91.
40. Pour cette description de l'événement, G. DESPY, *ibid.* ; *Triumphus Sancti Lamberti de castro Bullonio*, éd. G. H. PERTZ, M.G.H., S.S., t. XX, Hanovre, 1868, p. 501 : « ... *insigne oppidum, quod a situ Fossis dicitur, occupaverunt. Oppidani sane repentino adventu adversariorum perturbati, de stratis consurgens in munitionem confugerunt, oppidumque rapinis, igne, ferro depopulandum reliquerunt* ».
41. R. DEPREZ, « La politique castrale dans la principauté épiscopale de Liège du X^e au XIV^e siècle », in *Le Moyen Âge*, 65 (1959), p. 504.
42. G. DESPY, « Tonlieu et marché... », op. cit., p. 92, a considéré qu'oppidum ne pouvait désigner une ville au statut juridique, avec son enceinte, appuyant cette allégation en citant les *Annales Fossenses*, éd. G. H. PERTZ, M.G.H., S.S., t. IV, Hanovre, 1841, p. 31, relatant qu'en 1149, *Hinricus episcopus castrum Fossense reedificat, deinde urbem muro circumdat*. À nos yeux, cet extrait évoque la reconstruction de la « ville haute » et la construction d'un mur autour de la « ville basse ». Ce qui ne veut pas dire qu'auparavant l'oppidum n'avait pas d'enceinte, de levées de terre et/ou de fossés. D'ailleurs, oppidum, d'après J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis...*, op. cit., p. 740 désigne avant tout une place forte ou « un lieu doué d'un statut urbain », ce qui repose aussi la question du statut de ces oppidani. G. Despy appuyait même sa démonstration en traduisant *urbs* par « une agglomération urbaine au sens géographique ». Au contraire, *urbs* nous semble plutôt avoir été un terme fort pour désigner la Ville, et en premier lieu Rome (cf. F. GAFFIOT, *Dictionnaire...*, op. cit., p. 1631), puis celle de l'évêque, voire dans certains cas une forteresse ou une abbaye fortifiée d'importance (cf. J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis...*, op. cit., p. 1052). Sur les difficultés à cerner l'habitat urbain, les critères pour l'identifier et pour définir les termes latins qui le désignent au Moyen Âge, S. ROSSIGNOL, *Aux origines de l'identité urbaine en Europe centrale et nordique. Traditions culturelles, formes d'habitat et différenciation sociale (VIII^e-XII^e siècles)*, Turnhout, Brepols, 2013, p. 10-11 et p. 43-47 (*Coll. Haut Moyen Âge*, 19).
43. G. DESPY, « Tonlieu et marché... », p. 96.

44. Les bourgeois n'acquirent leur propre sceau qu'en 1235. Un an auparavant, c'est encore le doyen du chapitre qui scellait un acte pour eux : *quoniam sigillum proprium non habemus*. G. DESPY, « Tonlieu et marché... », p. 95-96.
45. C. PATART, *Les cloches civiles de Namur, Fosses et Tournai au Bas Moyen Âge : recherches sur l'histoire de l'information de masse en milieu urbain*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1976, p. 53-54 (Coll. *Histoire Pro Civitate*, série in 8°, n° 44).
46. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 95.
47. *Annales de Saint Bertin*, éd. F. GRAT, J. VIELLIARD, S. CLÉMENTET, Paris, 1964, p. 174.
48. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 111. DiBe ID 3565.
49. En 973, T. SICKEL (éd.), *M.G.H., D.D., D. O. II*, Hanovre, 1888, p. 63-64 ; en 980, *idem*, p. 239-239 ; en 988, *idem*, *D. O. III*, p. 445-446 ; et en 1006, H. BRESSLAU *et al.*, *M.G.H., D.D., D. H. II*, Hanovre, 1900-1903, p. 141-142.
50. M. DE WAHA, « *Oppida quaedam...* », op. cit., p. 215. FOLCUIN, *Gesta abbatum Lobbiensium*, éd. G. H. PERTZ, *M.G.H., S.S.*, IV, Hanovre, 1841, p. 66.
51. M. DE WAHA, « *Oppida quaedam...* », op. cit., p. 215. *Ratherius...claustrum in modum castelli cingit*. FOLCUIN, *Gesta abbatum Lobbiensium*, éd. G. H. PERTZ, *M.G.H., S.S.*, IV, Hanovre, 1841, p. 70.
52. Voir à propos du terme *claustrum* : M. GAILLARD, « *Monasterium, cella, abbatia...* », op. cit., p. 22-23 et J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis...*, op. cit., p. 188 qui propose la possibilité de le traduire par « enceinte urbaine ».
53. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 111 et M. DE WAHA, « *Oppida quaedam...* », op. cit., p. 218.
54. J.-M. HOREMANS, « Thuin », in *Les enceintes urbaines en Hainaut*, Bruxelles, 1983, p. 73. La question de la fonction de cette fortification du 'Grand Bon Dieu' au Moyen Âge et de qui l'occupa a été tout récemment reposée par M. DE WAHA, « *Ruraux, abbaye, évêque...* », op. cit.
55. H. FRÈRE, « Le denier carolingien... », op. cit., p. 103-104. Sa légende insiste sur le caractère fortifié puisqu'il y est appelé « TUDINIO CAST(ELLUM ?) ».
56. J.-P. DEVROEY, *Le polyptyque et les listes de l'abbaye Saint-Pierre de Lobbes (IX^e-XI^e siècles)*, Bruxelles, 1986, p. 27.
57. Les ¹⁴C effectués sur les maçonneries de l'église ont donné une fourchette entre 780 et 960, ce qui n'exclut pas qu'elle soit même antérieure. Le matériel associé est daté lui aussi des IX^e-X^e siècles. Cette église fut construite sur un puits abandonné qui témoigne donc matériellement de l'occupation antérieure de l'éperon de Thuin. Voir D. INGELS, « Thuin : place du Chapitre, la redécouverte d'une collégiale », in *Chronique de l'archéologie wallonne*, 6 (1997), p. 44-45.
58. Le doyen en était le curé et les fonctions paroissiales étaient exclusivement remplies par les chanoines. L'*ecclesia* de Thuin apparaît dans l'acte d'Otton II de 973. T. SICKEL (éd.), *M.G.H., D.D. O. II*, Hanovre, 1888-1893, p. 63-64.
59. E. de MOREAU, « Histoire de l'Église de Belgique », tome complémentaire I, *Circonscriptions ecclésiastiques, chapitres, abbayes, couvent en Belgique avant 1559*, Bruxelles, 1948, p. 405. Sur le contexte de création des doyennés, voir A. DIERKENS, « La création des doyennés et archidiaconés dans l'ancien diocèse de Liège (début du X^e siècle ?) : quelques remarques de méthode », in *Le Moyen Âge*, 92 (1986), p. 345-365.
60. À propos du beffroi, voir L. DELTENRE, *Les monuments religieux de Thuin et leur mobilier*, Thuin, 1968, p. 131-133. Il fit l'objet d'une intervention archéologique lors de travaux de réaménagement en 2000. D. INGELS, « Thuin/Thuin, sondages archéologiques à l'intérieur du beffroi », in *Chronique de l'archéologie wallonne*, 9 (2001), p. 80-81.
61. *Gesta Abbatum Lobbiensium*, op. cit., p. 66.
62. J.-L. KUPPER, « La notice d'inféodation du comté de Hainaut à l'Église de Liège (1071) », in *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, CLXXXI (2015), p. 28-29. « *Tuinum castrum fecit et communivit in defentionem marchie episcopalis et protectionem Lobiensis ecclesie.* » ; *Vita Notgeri*, op. cit., p. 12.

63. M. DE WAHA, N. SCHROEDER, J. VERDOOT, « *Tudiniensis castellanus quod adiacet nobis, castrum totam prefecturam abbatiae debet tenere in manu sua* : les relations tumultueuses de l'abbaye de Lobbes et du châtelain de Thuin », à paraître dans *Revue bénédictine*, I (2018). J. VERDOOT, « Dans l'ombre des Bénédictins : le chapitre canonial Saint-Ursmer de Lobbes au Moyen Âge », in *Revue bénédictine*, vol. 128, I (2018), p. 142-174.
64. Possession de l'église de Liège à partir de la seconde moitié du x^e siècle, celle-ci fit en sorte d'apparaître comme détentrice des lieux depuis l'Antiquité tardive en y inventant entre autres le passage et la sépulture d'évêques. Pourtant, deux documents attestent sans conteste le caractère royal de l'abbaye : d'une part, le Traité de Meerssen, d'autre part l'organisation d'un plaid en 931 par le duc Gislebert alors à la tête du *regnum* de Lotharingie. Sur cet événement lors duquel il envoya Gérard de Brogne à Saint-Ghislain : A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 231. De ce fait, Dinant pourrait faire partie de la liste connue des abbayes royales de Lotharingie dont Gislebert eut la charge : Crespin, Aldeneik, Saint-Maximin de Trêves, Remiremont, Stavelot, Echternach, Saint-Servais de Maestricht, Chèvremont... Abbayes citées par M. MARGUE, « Aspects politiques de la 'réforme' monastique en Lotharingie », in *Revue bénédictine*, XCVIII (1988), p. 53 et *Autorité publique et conscience dynastique...*, op. cit., p. 82.
65. M.-H. CORBIAU, *Les voies romaines par la Wallonie : la voie Bavay-Trêves*, Namur, 2017 (*Vestiges*, 009).
66. Sur ces routes, voir J. GAIER-LHOEST, *L'évolution topographique de la ville de Dinant au Moyen Âge*, Bruxelles, 1964, p. 3-7.
67. Celle-ci est mentionnée dans l'acte de confirmation obtenu en 985 par Notger de l'empereur Otton III. DiBe ID 1123. M.-H. CORBIAU, « Les voies de communications romaines à travers le Condroz », in *De la Meuse à l'Ardenne*, 45 (2013), p. 99-124.
68. DiBe ID 1229. Voir G. DESPY, « Note sur le 'portus' de Dinant aux IX^e et X^e siècles », in *Miscellanea Mediaevalia in memoriam J. F. Niemeyer*, Groningen, 1967, p. 67.
69. Des vestiges de l'ancien pont devant la collégiale ont été récemment mis au jour : P. SAINT-AMAND, M. VERBEEK, « Re-découverte d'une arche du pont rive droite », in *Chronique de l'archéologie wallonne*, 21 (2014), p. 264.
70. M. VERBEEK, C. HARDY et al., « L'église Saint-Médard à Dinant et son environnement immédiat », in *Archaeologia Mediaevalis*, 40 (2017), p. 112-113.
71. A. LANOTTE, M. BLANPAIN et al., « Bouvignes sur Meuse : visages présent et à venir d'une cité médiévale », in *Bulletin de la Commission royale des Monuments et des Sites*, t. 7 (1978). Voir en particulier G. A. DE MENDIETA, « Les ruines du château comtal », p. 32-37 et G. A. DE MENDIETA, *La tour Crèvecœur*, p. 54-57.
72. J. GAIER-LHOEST, *L'évolution topographique...*, op. cit., p. 40.
73. DiBe ID 387.
74. En 744, une charte de Stavelot mentionne les hommes et les terres que cette abbaye possédait in *Dionante Castro*.
75. DiBe 1131. *Castrum* pourrait avoir alors désigné le château alors que le *murus* pourrait avoir désigné l'enceinte urbaine.
76. Michel de Waha propose aussi comme autre hypothèse qu'il pourrait s'agir d'un mur de quai défendable comme cela a été proposé pour ceux retrouvés à Namur et Huy. M. DE WAHA, « *Oppida quaedam ipsorum novitia...* », op. cit., p. 224. Nous serions plus enclins à ne considérer que la première. D'une part parce que le niveau du lit de la Meuse et ses changements avant sa canalisation paraissent aller à l'encontre de l'idée d'un quai (on échouait encore les bateaux sur les rives du Grognon au XIX^e siècle). D'autre part, ni dans F. Gaffiot, *Dictionnaire...*, op. cit., p. 1005, ni dans J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis...*, op. cit., p. 712, nous n'avons trouvé d'occurrence de *murus* pour désigner autre chose qu'une enceinte.

77. V. BARBIER, *Histoire de l'abbaye de Floreffe de l'ordre de Prémontré*, Namur, 1894, t. I, p. 53. L'église Sainte-Marie de Leffe – portant donc étonnamment la même titulature que l'abbaye de Dinant – fut alors donnée par Henri l'Aveugle à l'abbaye de Floreffe avec ses dépendances alors qu'il en conservait l'avouerie. DiBe ID, 1696. Cet acte nous apprend donc l'existence de ce chapitre au moment de sa dissolution.
78. J. MERTENS, « Les routes romaines de Belgique », in *Industrie*, 10 (1955), p. 41-42.
79. Cette église antérieure à la fondation disposait d'un *clocarium* et aurait été édifée par Pépin de Herstal d'après les *Miracula et Virtutes Eugenii*. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., 1985, p. 202 et C. SAPIN, « Brogne, l'abbaye Saint-Gérard : les prémices d'un monastère dans l'Europe du x^e siècle. Premiers résultats des recherches archéologiques », in *Annales de la Société archéologique de Namur*, 85 (2011), p. 59.
80. Sur la position tenue par son père et son lien au comte Bérenger et aux Robertiens, A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 220.
81. Sur ce site castral, où se trouvait un prieuré de Saint-Germain-des-Prés, voir A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 147-148 ; J.-P. DEVROEY, « Les premiers domaines de l'abbaye Saint-Pierre de Brogne », in *La seigneurie rurale en Lotharingie, Actes des 3^e Journées lotharingiennes*, Luxembourg, 1986, p. 53-67 (Publ. de la Section historique de l'Institut G.-D. de Luxembourg, vol. CII). F. CHANTINNE, « Aux origines de la 'châtellenie de Chimay' : des organes du pouvoir à l'espace d'influence d'une famille de rang comtal IX-XIII^e s. », in *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 89 (2011), p. 196-198.
82. Les *Miracula et Virtutes Eugenii*, rédigés dans le dernier quart du x^e siècle, considéraient que le premier *oratoriolum* avait été fondé par Pépin de Herstal. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 202.
83. P. MIGNOT et M. VERBEEK « Brogne au temps de saint Gérard : les sources archéologiques », in *Annales de la Société archéologique de Namur*, 85 (2011), p. 32-33.
84. *Ibid.*, p. 24-29.
85. À propos de ce terme, voir : M. GAILLARD, « *Monasterium, cella, abbatia...* », op. cit., p. 22-23.
86. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 200.
87. *Qua villa hoste repleta, voluerunt aliqui eorum in fratrum ipsius loci manere domibus*. D. MISONNE, 1964, p. 270. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 205.
88. *Ibid.*, p. 211. Boson († 935) était le fils de Richard II de Bourgogne. On le retrouve mentionné à de nombreuses reprises dans les *Annales de Flodoard*. D'après celles-ci, en 928, Boson s'était emparé de plusieurs abbayes et Henri l'Oiseleur vint l'assiéger dans son château avec son armée pour l'obliger à les restituer et à se soumettre. Voir au sujet de ce comte Boson : S. LECOUEUX, « Le contexte de rédaction des *Annales de Flodoard de Reims* (919-966). Partie 1 : une relecture critique du début des *Annales* à la lumière de travaux récents », in *Le Moyen Âge*, CXVI (2010/1), p. 118.
89. D. MISONNE, « Le diplôme de Charles le Simple accordant l'immunité à l'abbaye de Brogne », in *Revue bénédictine*, LXXIII (1963), p. 63-65. Rappelons pour l'anecdote que les *Virtutes* évoquent l'étymologie de Brogne : *bronia/cuirasse*. A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, op. cit., p. 204.
90. D. MISONNE, « Le diplôme de Charles le Simple... », op. cit., p. 65.
91. G. PARDON, « Rapport sur les fouilles de Floreffe », in *Documents et rapports de la Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroi*, VIII (1876), p. 420 et suiv. ; F. COURTOY, « Découverte archéologique à Floreffe », in *Namurcum*, III (1926), p. 64.
92. « *Odoacrus princeps regis Pipini qui residebat in villa Florechia* ». Extrait de *Vita Bertuini*, éd. W. LEVISON, *MGH, Script rer mero*, VII, 1920, p. 182.
93. Malheureusement, l'auteur ne mentionne pas l'origine de cette information et nous n'avons pu la retrouver. V. BARBIER, *Histoire de l'abbaye de Floreffe...*, op. cit., p. 15-16.
94. DiBe ID 2603.

95. Le gué est encore visible sur la carte de Ferraris (1777). Consultable en ligne : <http://webgisdgo4.spw.wallonie.be/viewer/#theme=FERRARIS;extent=172319:127124:185019:133534>.
96. *Chronique de Gislebert de Mons*, éd. L. VANDERKINDERE, Bruxelles, 1904, p. 244.
97. Michel de Waha pose la question pour Lobbes/Thuin et celle du statut de ceux qui l'occupaient. M. de WAHA, « Ruraux, abbaye, évêque,... », *op. cit.*, 2017, p. 387-413. Voir aussi à ce sujet : L. BOURGEOIS, *La mise en défense...*, *op. cit.*, p. 498.
98. J. HALKIN, C.-G. ROLAND, *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmédy*, t. 1, Bruxelles, 1909, p. 531-533 (n° 286). N. SCHROEDER, *Les hommes et la terre de saint Remacle : histoire sociale et économique de l'abbaye de Stavelot-Malmedy, VII^e-XIV^e siècle*, Bruxelles, 2015, p. 232.
99. Un certain Liutard est mentionné en 906. DiBe ID 3575. Voir J.-J. HOEBANX, *L'abbaye de Nivelles...*, *op. cit.*, p. 109.
100. L'acte évoque différents domaines « *que tenent milites ad commune servitium abbatisse et congregationis* », éd. D. VON GLADISS, A. GAWLICK, M.G.H., D.D. H., Berlin, 1941, p. 64.
101. À propos de la domination seigneuriale, voir J.-P. DEVROEY, *Puissants et misérables : système social et monde paysan dans l'Europe des Francs (VI^e-IX^e siècle)*, Bruxelles, 2006, p. 443-477. Rappelons ici également le lien étroit à cette époque entre la gestion paroissiale et le pouvoir seigneurial. A. DIERKENS, « Les paroisses rurales dans le Nord de la Gaule pendant le haut Moyen Âge : état de la question et remarques critiques », in Y. COUTIEZ, D. VAN OVERSTRAETEN (éd.), *La paroisse en questions. Actes du colloque de Saint-Ghislain, 25 novembre 1995, Ath - Mons - Saint-Ghislain*, 1997, p. 47.
102. F. SCHWIND, « Zu karolingerzeitlichen Klöstern als Wirtschaftsorganismen und Stätten handwerklicher Tätigkeit », in L. FENSKE, W. RÖSENER, Th. ZOTZ, *Institutionen, Kultur und Gesellschaft im Mittelalter. Festschrift für Josef Fleckenstein zu seinem 65. Geburtstag*, Sigmaringen, 1984, p. 116. La chronique du lieu rédigée par Hariulf offre les noms d'un certain nombre de ces *milites* : HARIULF, *Chronique de l'abbaye de Saint-Riquier (V^e siècle-1105)*, éd. F. LOT, Paris, 1903, p. 96-97 (*Coll. de textes pour servir à l'étude et l'enseignement de l'histoire*, vol. XVII).
103. L. BOURGEOIS, *La mise en défense...*, *op. cit.*, p. 502.
104. E. RENARD, « La politique militaire de Charlemagne et la paysannerie franque », in *Francia : Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, 36 (2009), p. 4. ; G. HALSALL, *Warfare and society in the barbarian West, 450-900*, Londres, New York, 2003, p. 150.
105. *Qua villa hoste repleta, voluerunt aliqui eorum in fratrum ipsius loci manere domibus*. D. MISONNE, « Les miracles de saint Eugène à Brogne : étude littéraire et historique », in *Revue bénédictine*, 76 (1966/3-4), p. 270 ; A. DIERKENS, *Abbayes et chapitres...*, *op. cit.*, p. 205.
106. M. de WAHA, « Ruraux, abbaye, évêque,... », *op. cit.*, p. 399-402 et E. RENARD, « La politique militaire... », *op. cit.*, p. 22.
107. *Ibid.*, p. 6.
108. Par exemple : *Abbas Brumiensis (Prüm) XL ducat. Archiepiscopus Treverensis LXX ducat. Verdunensis episcopus LX ducat*. Alors que *Tullensis XX mittat*. Extrait de *Indiculus loricorum Ottoni II. In italiam mittendorum*. éd. L. WEILAND, *Constitutiones*, I, M.G.H., Hannovre, 1893, p. 632-633. Pour en savoir plus sur les troupes de cavaliers lourds à l'époque ottonienne : K. F. WERNER, « Heeresorganisation und Kriegführung im deutschen Königreich des 10. und 11. Jahrhunderts », in *Ordinamenti milatiri in Occidente nell'alto medioevo*, t. II, Spolète, 1968, p. 791-843 et en particulier p. 824-827 (*Settimani di studio del Centro italiano di studi sull'alto medioevo*, 15/2) ?
109. Sur l'importance d'envisager la société carolingienne dans cette optique : C. WEST, *Reframing the feudal revolution. Political and Social Transformation Between Marne and Moselle, c. 800 - c. 1100*, Cambridge, 2013, p. 20. Sur la notion d'*Ecclesia* en tant que facteur structurel de la société pré-grégorienne et son développement à la fois idéologique et matériel, voir : M. LAUWERS, F. MAZEL, « Introduction. Le rôle de l'*Ecclesia* dans le processus d'encadrement des hommes au 'premier âge féodal' », in D. IOGNA-PRAT, M. LAUWERS, F. MAZEL, I. ROSÉ, *Cluny. Les moines et la société au premier âge féodal*, Rennes, 2013, p. 276.

110. Voir en particulier : *Die deutschen Königspfalzen : Repertorium der Pfalzen, Königshöfe und übrigen Aufenthaltsorte der Könige im deutschen Reich des Mittelalters*, éd. T. ZOTZ ou encore la synthèse de G. BINDING, *Deutsche Königspfalzen, Von Karl dem Grossen bis Friedrich II. (765-1240)*, Darmstadt, 1996.
111. A. RENOUX, « Espaces et lieux de pouvoir royaux et princiers en France (fin IX^e-début XIII^e siècle) », in A. RENOUX (dir.), *Palais royaux et princiers au Moyen Âge, Actes du colloque international, Le Mans, 6-8 octobre 1994*, Le Mans, 1996, p. 17-42.
112. G. STREICH, *Burg und Kirche während des deutschen Mittelalters : Untersuchungen zur Sakraltopographie von Pfalzen, Burgen und Herrensitzen*, Sigmaringen, 1984, 2 vol. (*Vorträge und Forschungen*, 29).
113. P. ETTTEL, *Zentraleorte und Zentralräume des Frühmittelalters in Süddeutschland*, Mayence, 2013.
114. C. GAIER, « De re militari... et quibusdam alii », in *Le Moyen Âge*, CXV (2009/3), p. 612.
115. Légitimité d'ailleurs soutenue par la présence d'un complexe prieural, monastique ou canonial. L'autorité comtale, que le fondateur en porte le titre ou non, ne laisse aucun doute quant à sa capacité à imposer son autorité « publique », c'est-à-dire connue et réelle. Voir à propos des centres de pouvoirs et l'association du pôle politique au pôle religieux : M. MARGUE, « Face à l'évêque, le comte. Politique ottonienne et pouvoir comtal en Lotharinge à l'époque de Notger », in A. WILKIN, J.-L. KUPPER (éd.), *Évêque et prince : Notger et la Basse-Lotharinge aux alentours de l'an Mil*, Liège, 2013, p. 265-269. À propos du droit de fortifier, voir M. DE WAHA, « Befestigungsrecht oder Befestigungshoheit ? », in P. MIGNOT, J.-M. POISSON (dir.), *Archéologie des résidences aristocratiques du X^e siècle en Francia Media*, Tables rondes d'Amay du 30-31 mai 2011 et de Lyon du 4-5 juin 2012, à paraître. Nous le remercions de nous avoir laissé bénéficier de cet article.
116. Sur cette appréciation du château en tant qu'élément positif et sécurisant, voir R. AUBENAS, *Les châteaux-forts des X^e-XI^e siècles, Contribution à l'étude des origines de la féodalité*, Paris, 1939 (Extrait de la *Revue historique de droit français et étranger*), p. 548-586 et plus particulièrement p. 564-577.
117. P. ETTTEL, « Burgenbau unter den Franken, Karolingern und Ottonen », in G. U. GROSSMANN, H. OTTOMEYER, *Die Burg. Wissenschaftlicher Begleitband zu der Ausstellung*, Berlin-Dresden, 2010, p. 34-49. Sur le rôle des critères fonctionnels dans la caractérisation des lieux de centralité, même s'il considère le phénomène essentiellement un peu plus tard, voir J.-L. FRAY, *Villes et bourgs de Lorraine*, Clermont-Ferrand, 2006, p. 41. Voir également A. DEBORD, « Le château et le ban : mainmise sur l'espace et les hommes dans le royaume de France (X^e-XIII^e siècles) », in *Châteaux et Pouvoir, 4^e rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord*, Bordeaux, 1996, p. 4-17.
118. K. F. WERNER, « Missus - marchio - comes : entre l'administration centrale et l'administration locale de l'Empire carolingien », in K. F. WERNER, W. PARAVICINI (dir.), *Histoire comparée de l'administration (IV^e-XVIII^e siècles)*, Munich, 1980, p. 191-239 (*Beihefte der Francia*, 9).
119. Nous serions plutôt tentés de parler plus largement d'institutions religieuses communautaires, s'agissant aussi parfois d'abbayes ou même de prieurés.
120. B. MEIJNS, « Les collégiales des villes de Flandre, X^e-XII^e siècles », in R. LE BOURGEOIS, A. MASSONI, P. MONTAUBIN (éd.), *Les collégiales et la ville dans la province ecclésiastique de Reims (IX^e-XVI^e siècle)*, Amiens, 2010, p. 21-23.
121. J. DE MEULEMEESTER, « La fortification de terre et son influence sur le développement urbain de quelques villes des Pays-Bas méridionaux », in *Revue du Nord*, 74 (1992), p. 13-28.
122. M. DE JONG, « Ecclesia and the early medieval polity », in S. AIRLIE, W. POHL, H. REIMITZ, *Staat im frühen Mittelalter*, Wien, 2006, p. 121 (*Forschungen zur Geschichte des Mittelalters*, 11).

AUTEUR

FRÉDÉRIC CHANTINNE

Archéologue, Direction de l'Archologie au Service public de Wallonie